



Jacques Huynen <jhuynen@gmail.com>

L'Europe kidnappée ?

1 message

La lettre du dimanche <geg@ens.fr>
Répondre à : analyses@legrandcontinent.eu
À : jhuynen@gmail.com

15 juillet 2023 à 07:48

LE Grand Continent

LA LETTRE DU DIMANCHE

S05/E35 - 15 juillet, 2023

L'Europe kidnappée?

1/3

Et si Milan Kundera s'était trompé? Ou pire, et s'il nous avait trompés?

Par «nous», il faut comprendre les Européens de l'Ouest — ceux qui, en 1983, ont lu avec passion un court essai publié par le romancier tchèque: «Un

Occident kidnappé». Trois ans après la fondation de Solidarność, six ans avant la chute du mur de Berlin, il entendait démontrer deux choses: bien qu'elle fût dominée politiquement par la Russie depuis les années 1940, l'Europe centrale et orientale appartenait culturellement à l'Occident ; ces Européens «kidnappés» n'aspiraient qu'à une chose, revenir à ce monde auxquels ils avaient été arrachés. Dans un article fouillé pour le *Grand Continent*, Jarosław Kuisz rappelle l'immense succès que connut un essai qui a durablement contribué à forger la manière dont les élites intellectuelles européennes ont considéré l'Europe centrale et orientale, convaincues que la réunion de ces deux parts d'Occident se produirait aisément.

Près de trente-cinq ans après l'effondrement du bloc communiste, l'union a eu lieu: l'an prochain, nous fêterons l'anniversaire de l'élargissement de 2004, qui constitue sans doute l'une des transformations les plus audacieuses de l'Union européenne. Pourtant, les divergences entre les deux Europes sont nombreuses — et elles ressurgissent avec vigueur depuis que la Russie a lancé son invasion de l'Ukraine. Une partie de ces désaccords sont faciles à saisir, quand bien même il ne serait pas aisé de les régler: bien souvent, les dirigeants d'Europe de l'Ouest ont pris de haut leurs alliés d'Europe centrale et orientale, comme si ces derniers devaient s'estimer heureux d'être membres de l'Union européenne, et taire toute volonté géopolitique propre. Mais cela n'explique pas tout. Cette mésentente est aussi le fruit d'une contradiction qui s'est progressivement mise en place.

Dans «Un Occident kidnappé», le retour à la culture occidentale était présenté comme un moyen de défendre les cultures et les identités nationales de pays qui vivaient sous le joug de l'Union soviétique. Et, de fait, pour Jarosław Kuisz,

«longtemps après 1989, la protection de l'identité nationale et l'aspiration à faire partie de l'Europe occidentale allaient de pair.» Lentement, pourtant, un hiatus s'est installé. L'Europe qui avait été promise — celle dont rêvait Kundera — n'existait plus depuis longtemps: ces pays «kidnappés» conservait la mémoire très sélective de l'Occident tel qu'il existait avant 1939. L'évolution de l'Union européenne et, notamment, l'aspiration fédérale d'une partie de ses élites tout comme la transformation de ses sociétés sont progressivement apparues comme une remise en cause d'identités nationales et culturelles dont cette même Europe avait été perçue comme la gardienne à l'époque de la domination soviétique. Ces incompréhensions ont fait évoluer une partie des classes politiques d'Europe centrale et orientale: Viktor Orbán ou les frères Kaczyński sont caractéristiques de cette désillusion opportunément transformée en catalyseur électoral.

En réalité, on touche du doigt une profonde rupture de perspective entre des pays dont l'expérience historique du dernier siècle est essentiellement contradictoire. À l'Ouest, d'anciennes métropoles impériales qui s'étaient livrées des guerres inexpiables ont trouvé dans le projet européen une manière de se relancer économiquement et politiquement après l'indépendance de leurs colonies. À l'Est, des pays transformés en «terres de sang», qui ont subi les ambitions impériales d'un certain nombre de puissances européennes. Comme l'écrivait l'historien Timothy Snyder dans nos colonnes: depuis 2004, l'Union «rassemble deux types d'États: les États qui occupaient le centre des empires et les États qui étaient à la périphérie.»

La guerre totale que livre Vladimir Poutine à l'Ukraine a donné une actualité nouvelle à ces divergences alors que le centre de gravité du continent s'est

déplacé vers l'Est. Le conflit a révélé combien il était difficile de construire l'autonomie stratégique de l'Union européenne au moment où l'OTAN a repris une importance colossale.

Cette résurgence, consacrée par le Sommet qui était organisé cette semaine à Vilnius, pose une question fondamentale: l'Union européenne est-elle seulement capable d'affronter les nouveaux kidnappeurs?



Des Praguais lisent des affiches hostiles à l'Union soviétique, 1968. © AP/SIPA

SOURCES

[La prophétie européenne de Kundera: relire «Un Occident kidnappé»](#)

[«Européens, vous valez davantage que vos mythes !», Timothy Snyder](#)

[Adieu Milan ! de Gilles Kepel](#)

L'Europe est incapable de préserver son indépendance.

Cet avis tranché est partagé d'un bout à l'autre du continent — il vient néanmoins conclure des raisonnements très différents. En Europe de l'Ouest, il est généralement porté par les droites et les gauches radicales qui accusent les Européens d'avoir sacrifié leur autonomie géopolitique en entrant dans l'OTAN, perçu comme un pur instrument de la puissance américaine. Plus à l'Est, c'est la logique inverse qui prévaut: c'est parce que l'Union européenne paraît incapable d'assurer sa défense que l'OTAN est l'objet de toutes les attentions. Cette position peut s'incarner avec plus ou moins d'intransigeance.

En Pologne, c'est la méfiance qui prévaut quant à la volonté de l'Europe de l'Ouest — et notamment de la France — de défendre le pays s'il était attaqué. Le souvenir de 1939, vécu comme un abandon, reste cuisant ; il est renforcé par l'impression que le parapluie nucléaire français ne s'étendrait pas jusqu'à Varsovie. Dans ces conditions, «pour la Pologne, le premier point de référence pour la politique de sécurité a toujours été Washington, et non Berlin ou Paris — et cela restera le cas»: c'est l'un des rares points d'accord de Andrzej Zybertowicz et Eugeniusz Smolar, deux intellectuels polonais issus de bords opposés qui échangent dans nos colonnes sur la géopolitique de leur pays.

Ailleurs, l'OTAN demeure incontournable, mais l'alliance n'est pas opposée à l'Union européenne. Pour les pays d'Europe centrale et orientale, cela répond à une logique historique: l'adhésion aux deux ensembles a eu lieu au cours de la même période, de la fin des années 1990 au début des années 2000. Luminița

Odobescu, ministre des Affaires étrangères de Roumanie depuis un mois, est un témoin de cette période — ayant accompagné les négociations de son pays avec l'Union européenne et l'OTAN. Nous nous sommes longuement entretenus avec elle en marge du Sommet de l'OTAN à Vilnius. Pour nous, elle est revenue sur cette séquence historique: si l'Ukraine n'a pas reçu une invitation officielle à rejoindre l'Alliance, pour la première fois, un conseil OTAN-Ukraine s'est tenu. Pour Luminița Odobescu, «l'Ukraine est plus proche que jamais de l'alliance. Elle est placée sur un pied d'égalité dans le mécanisme de consultation avec les alliés. L'Ukraine fait partie de la famille de l'OTAN et nous sommes convaincus que le processus d'adhésion sera achevé dans les meilleurs délais.»

Plus généralement, ce Sommet devait aplanir les désaccords qui avaient pu émerger entre les membres de l'Alliance depuis l'invasion de l'Ukraine: on pense notamment à l'opposition turque à l'adhésion de la Suède. C'est que le contexte est toujours plus volatil alors que la guerre dure en Ukraine. Alors que le 500e jour depuis l'invasion de février 2022 est récemment passé, Michel Goya a écrit un nouvel «état des forces» pour le *Grand Continent*. Alors que le front y est comparé à une digue, toute prête à exploser, ce sont les réactions russes qu'il faut scruter: elles engagent le futur de l'Ukraine, bien sûr, mais aussi celui du continent tout entier. Dans ces conditions, l'OTAN se doit de présenter un front uni. Il s'agit de rassurer les membres de l'alliance les plus exposés: comme le rappelle Luminița Odobescu, la guerre a lieu à quelques kilomètres des frontières de son pays. Mais les États-Unis semblent afficher un nouvel objectif: renforcer le pilier européen de l'alliance. Dans un entretien passionnant, le général Jean-Paul Paloméros, qui fut le commandant allié «Transformation» au sein de l'OTAN de 2012 à 2015, notamment chargé de sa doctrine, nous expliquait que l'on assistait «à un regain d'attente des Américains vis-à-vis de

leurs alliés».

En réalité, il faut se demander s'il y a un regain d'attente des Européens vis-à-vis d'eux-mêmes?

SOURCES

[Quelles perspectives pour le Sommet de Vilnius?](#)

[«L'Union agit et peut agir», une conversation avec Luminița Odobescu, ministre des Affaires étrangères de Roumanie](#)

[Quelle souveraineté pour la Pologne ? Une conversation avec Eugeniusz Smolar et Andrzej Zybertowicz](#)

[500 jours de guerre: état des forces et perspectives](#)

3/3

Les Européens veulent-ils vraiment se défendre?

L'OTAN a bon dos. Qu'on la critique ou qu'on la soutienne, elle permet à nombre de dirigeants européens de ne pas se poser sérieusement la question de la défense commune. De fait, celle-ci ne paraît pas bien un point. Alors même qu'elle est l'un des plus vieux projets communautaires — depuis l'échec retentissant de la CED à l'Assemblée nationale en 1954. Ce premier échec permet de toucher l'un des paradoxes du projet de défense européenne, en France du moins. De fait, si ce pays est régulièrement l'un des moteurs des différentes initiatives qui ont visé à mieux intégrer les armées du continent, elle est aussi souvent responsable de leurs naufrages. Pour le général Bertrand-Louis Pfimlin, qui fut l'un des officiers commandants de la brigade franco-

allemande, cela tient à une méfiance partagée par une partie des états-majors et des dirigeants qui rechignent à céder un pouce de souveraineté militaire. Dans ces conditions, les Polonais, tournés vers Washington, ou les Allemands, trop peu actifs, ont bon dos. En réalité, l'éternel report de l'armée européenne est un symptôme de notre difficulté à penser notre sécurité: notre industrie est aujourd'hui incapable de suivre le rythme d'une guerre industrielle de haute intensité. Autrement dit, nous organisons notre dépendance au pilier fort de l'Alliance atlantique: les États-Unis.

Dans l'entretien qu'il nous a donné, le général Paloméros décrit parfaitement la relation complexe des Européens avec leurs alliés américains, au moment où ces derniers sont toujours plus obnubilés par leur rivalité stratégique avec la Chine. «Le sentiment d'appartenance de l'OTAN — et d'attente vis-à-vis de l'Alliance — semble plus ouvertement assumé aujourd'hui par les États-Unis, sans trop de complexe. Cela tient sans doute au président Biden et à l'équilibre américain d'aujourd'hui. Qu'en sera-t-il dans un peu plus d'an, c'est une question qui se posera. Bien que la priorité américaine actuelle soit le pivot vers l'Asie et la Chine, ils ne peuvent pas, une fois de plus, laisser l'Europe à elle-même. Un "désengagement" pourrait se faire, mais de manière progressive. L'industrie américaine est prête à réarmer l'Europe — mais évidemment de nombreux pays européens ne sont pas prêts à voir les États-Unis partir...»

Bref, pour l'instant, l'administration Biden nous dit courtoisement qu'il va falloir que l'Europe s'organise — ce que la plupart des Européens ne semblent pas prêts à entendre. Pourtant, cette attitude des États-Unis pourrait être extrêmement constructive. Au moment où l'OTAN fait d'autant plus largement consensus au sein de l'Union qu'elle a désormais été rejointe par la Finlande et

le sera bientôt par la Suède, l'alliance constitue peut-être le meilleur endroit pour commencer à élaborer ce que serait une défense européenne efficace. Dans un texte passionnant, Luca Picotti avait interrogé la position géopolitique actuelle de l'Union, prise entre deux possibilités: l'Atlantique, c'est-à-dire une allégeance complète aux États-Unis (que ces derniers ne paraissent pas désirer) et l'anarchie (si l'Union devait disparaître, minée par les dissensions). Entre ces deux futurs peu enviables, il existe deux autres voies: le choix euro-atlantique, dans lequel le pilier européen serait renforcé, et celui de l'autonomie stratégique. En réalité, ces deux options ne s'opposent pas. Ce que suggèrent les évolutions récentes de l'OTAN, confirmé au sommet de Vilnius, c'est que la meilleure manière de construire l'autonomie stratégique passe par une réflexion collective sur le rôle que veulent prendre les Européens dans l'alliance. C'est très exactement ce que dit Luminița Odobescu: «Nous parlons d'autonomie stratégique mais elle ne peut se concevoir sans nos partenaires les plus importants: les États-Unis, le Canada, le Japon, la Corée du Sud.»

L'affaire est sérieuse. Si la défense européenne est régulièrement minée par le poids du passé européen, elle engage aussi notre avenir.

SOURCES

«Je ne vois pas pourquoi nous nous autoflagellons», une conversation avec le général Bertrand-Louis Pfmilin

«Les discussions sur l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN dépendent en fait de la contre-offensive», une conversation avec le Général Jean-Paul Paloméros

Entre l'Atlantique et l'anarchie: les quatre futurs de l'Union

LE Grand Continent

Direction de la lettre: Baptiste Roger-Lacan

Le Grand Continent, la revue du Groupe d'études géopolitiques,
[45 rue d'Ulm, 75005, Paris, France](#)

Copyright © 2022 GEG, All rights reserved

Vous ne visualisez pas cet email ? [Cliquez ici](#)

Vous ne voulez plus recevoir ces emails ? [Désabonnez-vous](#)